ASIA CENTRE
centreasia.eu

note

Les perspectives de coopération régionale et internationale à l'heure de la transition afghane

3ème Dialogue de sécurité d'Hérat, organisé par l'Afghan Institute of Strategic Studies les 27-28 septembre 2014

Jean-Luc Racine, Vice-président, Asia Centre

6 novembre 2014, Paris

Depuis 2012, à l'initiative de l'Afghan Institute for Strategic Studies, le Dialogue de sécurité d'Hérat offre un forum de débats sur le présent et l'avenir de l'Afghanistan où se rencontrent acteurs publics et analystes afghans, observateurs internationaux et diplomates en poste dans le pays. Cette note développe l'intervention faite le 28 septembre 2014, lors de la troisième édition du Dialogue de sécurité, dans un contexte particulièrement décisif : celui du départ déjà engagé d'une majorité des troupes étrangères de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité, dont le mandat se termine, et celui de la transition politique marquée par les longues négociations qui ont suivi les élections présidentielles de 2014, qui finalement portent au pouvoir le président Ashraf Ghani Ahmadzai, à la tête d'un gouvernement d'Union nationale dans lequel Abdullah Abdullah, son rival aux présidentielles, accède au poste de Chief Executive Officer, une manière de Premier ministre.

La note ci-dessous porte sur le volet international de la transition en cours. Elle prend en compte les événements majeurs qui, en ce domaine, ont marqué les jours qui ont suivi la tenue du Dialogue les 27 et 28 septembre, jusqu'au début novembre 2014[1].

71 boulevard Raspail
75006 Paris - France
Tel : +33 1 75 43 63 20
Fax : +33 1 75 43 63 23
www.centreasia.eu
contact@centreasia.eu
siret 484236641.00029

[1] Directeur de recherche émérite au CNRS, et vice-président d'Asia Centre, Paris. Je remercie l'ambassade de France pour son invitation à Hérat et Kaboul, et tout particulièrement Jean-Michel Marlaud, ambassadeur, et Yves Mainville, conseiller politique, qui m'ont ouvert d'innombrables portes. Ce texte, purement personnel, ne saurait engager en rien les autorités françaises. Mes remerciements vont également à M. Davoud Mouradian, directeur de l'AISS pour l'opportunité offerte de participer au dialogue qu'il pilote depuis trois ans.

Entre les litanies alarmistes et les espérances illusoires, que nous apprend un état des lieux alors qu'une triple transition s'engage en Afghanistan ? Le 29 septembre 2014, le nouveau président de la République islamique Ashraf Ghani Ahmadzai a pris ses fonctions dans le cadre d'un accord durement négocié, sous médiation américaine, avec Abdullah Abdullah, le vainqueur du premier tour des élections présidentielles. Un Gouvernement d'Union Nationale s'est mis en place, Abdullah devenant Chef de l'exécutif, sous l'autorité du Président.

Cette transition politique met un terme à treize ans de pouvoir d'Hamid Karzai, et coïncide avec une seconde transition, sécuritaire celle-là, marquée par le retrait déjà engagé de l'essentiel des troupes de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS), présente depuis 2001 sous mandat de l'ONU, alors que la pression des talibans ne faiblit pas. Jusqu'au terme de son mandat, le président Karzai aura refusé de signer avec les Etats-Unis l'accord bilatéral de sécurité (BSA) et l'accord clarifiant le statut des forces de l'OTAN (Status of Forces Agreement : SOFA), appelées à rester dans le pays après la fin du mandat de la FIAS. En revanche, dès le lendemain de la prise de fonction d'Ashraf Ghani, la nouvelle équipe a signé ces deux accords, lançant un signal attendu à Washington et à l'OTAN.

Une troisième transition est liée aux deux précédentes : elle porte sur l'évolution du financement de l'Etat afghan, dans ses composantes militaires et civiles. Les forces de sécurité nationales afghanes (350 000 militaires et policiers) sont pour l'essentiel financées par des contributions internationales, et l'état de l'économie impose, là aussi, la poursuite des programmes d'aides bilatéraux ou multilatéraux, la situation sécuritaire face à l'insurrection des talibans et à la persistance d'attentats dans diverses parties du pays ralentissant les investissements, tant afghans qu'étrangers.

Dans ce contexte, l'intervention de l'auteur au dialogue de sécurité d'Hérat a porté sur les perspectives de coopération régionale et internationale ouvertes par cette nouvelle phase, thème de la dernière session de cette rencontre annuelle organisée par l'Afghan Institute for Strategic Studies, à la veille même —hasard du calendrier— du transfert de pouvoir entre le président sortant et son successeur.

1. Les positions occidentales : amenuisement des forces, poursuites de l'aide et conditionnalités

Depuis deux ans, la tension croissante entre le président Karzai et l'administration Obama a ajouté aux défis posés par le retrait annoncé des forces occidentales, américaines pour l'essentiel. L'engagement américain massif en Afghanistan aura ainsi, in fine, nourri un double paradoxe. En premier lieu, l'homme soutenu de longue date par Washington après la chute des talibans en 2001 aura conclu son mandat en déclarant aux Afghans dans son discours d'adieu que la guerre en Afghanistan n'était pas « leur » guerre, mais qu'elle leur a été imposée par Washington et par Islamabad, Etats-Unis et Pakistan ayant chacun des objectifs spécifiques[2].

Second paradoxe, nombre de pays qui avaient vu d'un mauvais œil la présence des forces de l'OTAN dans leur voisinage proche (la Chine) ou lointain (la Russie vis-à-vis de l'Asie centrale), et qui prêtaient précisément à Washington des objectifs géopolitiques régionaux dépassant de loin la lutte contre le terrorisme s'inquiètent, ouvertement ou non, des conséquences du retrait américain. Ainsi, dès 2012, le ministre russe des Affaires étrangères Serguei Lavrov avait défini le calendrier du retrait des forces de l'OTAN comme « incorrect », et appelait à l'abandonner, jugeant l'armée afghane incapable de faire face aux talibans, alors même que Vladimir Poutine, président élu, venait de définir l'OTAN comme « une relique de la guerre froide » n'ayant plus de raison d'être[3]. L'année suivante, le ministre adjoint de la défense, Anatoly Antonov, considérait encore ce retrait « trop hâtif »[4].

En dépit de ces ambiguïtés, et avant même la signature du BSA et du SOFA, L'OTAN avait toutefois reconfirmé au sommet du Pays de Galles, le 4 septembre 2014, son triple engagement dans la durée : à court terme la mission *Resolute Support* maintient le principe « de continuer d'offrir formation, conseil et assistance aux forces nationales afghanes après 2014 », une fois un nouvel accord juridique conclu. A moyen terme, l'appui financier aux forces afghanes est réaffirmé au fil de la « décennie de transformation », sous réserve de transparence et d'efficacité financière, le soutien étant pour l'heure défini jusqu'en 2017. A long terme, le « partenariat durable OTAN-Afghanistan » décidé au sommet de Lisbonne en 2010 se poursuivra au-delà de 2024[5]. La signature du SOFA le 30 septembre offre le cadre juridique demandé, et

[2] Kay Johnson & Hamid Shalizi, *Afghanistan's Karzai criticizes U.S. and Pakistan in farewell speech.* Reuters, Kaboul, 23 septembre 2014. www.reuters.com/article/2014/09/23/us-afghanistan-karzai-idUSKCN0HI0LY20140923

[3] Freid Weir, « Russia urges NATO to stay in Afghanistan beyond 2014 », *T he Christian Science Monitor*, 19 avril 2012. www.csmonitor.com/World/Europe/2012/0419/Russia-urges-NATO-to-stay-in-Afghanistan-beyond-2014

[4] Agence Novosti, *NATO Pullout from Afghanistan too hasty. Russian Defense Official*. Moscou, 14 août 2013. www.en.ria.ru/world/20130814/182761135/NATO-Pullout-from-Afghanistan-Too-Hasty--Russian-Defense-Official.html

[5] OTAN, *Déclaration du sommet du Pays de Galles concernant l'Afghanistan*, 4 septembre 2014. www.nato.int/cps/fr/natohq/news_112517.htm

permet, après la fin du mandat de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS), de poursuivre le soutien aux forces afghanes défini plus haut.

L'Union européenne, pour sa part, a également réaffirmé son soutien dans la durée, et négocie avec Kaboul le *Country Strategy Paper* qui prendra la suite du document cadre ayant guidé les politiques de coopération pour 2007-2013. Notons toutefois que les félicitations adressées à Ashraf Ghani et à Abdullah Abdullah le 29 septembre évoquent aussi « les réformes urgentes » à conduire sur les plans politique et économique et la nécessité de renforcer l'état de droit et les droits humains, ceux des femmes en particulier[6] : une façon discrète de faire écho aux conditionnalités évoquées dans des déclarations antérieures. Ainsi, en avril 2013, devant le Parlement européen, le représentant spécial de l'Union européenne en Afghanistan Vygaudas Usackas avait-il assuré que le soutien européen au peuple afghan serait poursuivi dans la durée, « bien au-delà de 2014 », et avait souligné que « chacun doit tirer les leçons du passé. Nous ne pouvons renouveler l'erreur commise en 1992 ». Mais il avait ajouté : « Pour la première fois, les engagements internationaux sont conditionnels (…). Nous devons apprendre à faire plus avec moins, et avec un plus grand soutien des voisins de la région, pilotés avec confiance et vision par les Afghans. Nos partenaires afghans doivent prendre leurs engagements beaucoup plus au sérieux »[7].

Au dialogue d'Hérat, d'éminents intervenants américains ayant servi en Afghanistan ont été clairs à cet égard. L'un a précisé qu'il revient au futur gouvernement « de montrer pourquoi le monde doit continuer à soutenir l'Afghanistan » et juge que sur ce plan, la fenêtre d'opportunité qui s'ouvre sera brève, quelques mois au mieux. L'autre a surenchéri : l'Afghanistan n'est plus central aux yeux de nombreux décideurs américains, plus préoccupés par la Syrie, l'Irak et l'Ukraine. Si les sceptiques jugent que qu'il est temps de changer les priorités, et donc l'attribution des ressources, d'autres estiment que l'Afghanistan reste un haut lieu de la lutte contre le jihad. Autrement dit, « ce que les Afghans feront décidera pour beaucoup de ce que sera la politique américaine vis-à-vis de l'Afghanistan ».

A cet égard, on l'a dit, la signature immédiate du BSA a permis de relancer l'engagement américain. « L'option zéro » ainsi écartée, c'est une dizaine de milliers d'Américains qui devraient rester en Afghanistan jusqu'à la fin 2016, essentiellement pour la formation des forces afghanes, épaulés par quelque 3000 à 4000 soldats de pays membres de l'OTAN, entre autres Allemands et Italiens. Côté aide européenne, les débuts du gouvernement d'union nationale semblent avoir convaincu puisque l'Union a annoncé, quinze jours après l'investiture du tandem Ghani-Abdullah, une nouvelle enveloppe de 1,4 milliard d'euros pour des programmes de développement (agriculture, santé) et de gouvernance (police, médias, vie parlementaire).

Le désengagement occidental témoigne certes d'une certaine « fatigue afghane», mais le retrait n'est pas total, et ne vaut pas abandon. Avoir « oublié l'Afghanistan » en 1992, après le départ de l'armée rouge puis la chute de l'Union soviétique et l'effondrement du régime procommuniste de Najibullah a laissé le champ libre à la guerre entre factions des moujahidins, qui elle même a ouvert la voie à la prise du pouvoir par les talibans et à leur politique d'accueil d'al Qaeda. Contre les sceptiques, cette leçon reste valable, mais il est clair qu'à maints égards, le soutien international en faveur de l'Afghanistan ne saurait reposer sur les seules contributions occidentales et japonaises. Dans ce contexte, peut-on anticiper une relève significative des pays voisins ? Un tour d'horizon des principaux acteurs n'est pas, pour l'heure, pleinement encourageant.

2. Les stratégies ambigües des acteurs régionaux

Dans de multiples cercles internationaux, les études se sont multipliées depuis 2012 sur les positions des principaux acteurs régionaux dans le cadre du retrait annoncé des forces de l'ISAF, le rythme des publications s'intensifiant en 2014[8]. En matière de positionnements officiels, le concert des voisins proches ou des partenaires non-occidentaux de l'Afghanistan est parfaitement concordant : tout le monde affiche son soutien au principe d'un processus de réconciliation nationale conduit par les Afghans eux-mêmes, et à celui du respect de l'indépendance du pays. Chacun fait preuve de la meilleure volonté du monde, et jure de ne pas interférer sournoisement dans les affaires du pays pour en tirer des bénéfices stratégiques purement nationaux.

Le « Processus d'Istanbul », lancé par la Turquie et formalisé en 2011, se donne comme objectif « la stabilité et la prospérité au cœur de l'Asie par des mesures de confiance et des intérêts régionaux partagés ». Il offre la meilleure illustration de cette bonne volonté collective affichée. Quinze pays d'Asie et du Moyen Orient (dont la Chine et la Russie) en sont membres, seize autres pays le soutiennent (dont les grands pays européens, le Japon, les Etats-Unis, l'Australie, le Canada) comme le font l'Union européenne, l'ONU, l'OTAN, l'OSCE, la Banque asiatique de développement, la Fondation Aga Khan et six organisations régionales. Mais un récent rapport de l'Afghan Institute for Strategic Studies souligne à quel point ce processus, rebaptisé « Cœur de l'Asie », est fragile pour

[6] *Message from President Barroso and President Van Rompuy to Dr Ashraf Ghani Ahmadzai, President of the Islamic Republic of Afghanistan, and to Dr Abdullah Abdullah, Chief Executive Officer of the new Government of the Islamic Republic of Afghanistan*, Bruxelles, Union européenne, 29 septembre 2014. www.eu-un.europa.eu/articles/en/article_15517_en.htm

[7] EU Delegation in Afghanistan. Press release : « We all have to draw lessons from the past », 24 Avril 2013. Traduction de l'auteur. http://eeas.europa.eu/delegations/afghanistan/documents/news/pr_on_vu_speech_in_eu_parliament_-_24th_april_2013__english.pdf

[8] Par exemple, le rapport de la Fondation pour la recherche stratégique : *L'Afghanistan post-2014 : analyse prospective des stratégies régionales*, (à paraître) côté français, les notes par pays de l'European Union Institute for Security Studies, les nombreux rapports du Delhi Policy Group, les programmes du SIPRI à Stockholm, ceux de la Friedrich Ebert Stiftung à Kaboul, les rencontres entre think tanks indiens et pakistanais, ou pakistanais et iraniens, les notes et rapports des analystes russes, américaines, britanniques et chinois.

de multiples raisons[9]. Certes, l'Afghanistan manque d'une structuration forte en faveur du projet au sein du ministère des Affaires étrangères, mais la volonté afghane de voir établir un secrétariat général permanent pour servir le processus n'a pas été entendue pour l'heure. La Turquie, qui a fait preuve d'un dynamisme particulier au départ, fait face aujourd'hui à d'autres priorités, plus proches de ses frontières. Quant au financement, il vient davantage du cercle extérieur des Etats et des organisations soutenant le processus que des Etats membres qui sont censés en être le moteur. Sur le fond, il convient aussi de clarifier si tout le processus est focalisé sur l'Afghanistan ou si l'ensemble du voisinage doit en bénéficier, au-delà de l'importance propre à l'Afghanistan, positive ou négative selon l'avenir du pays. La quatrième réunion ministérielle du processus d'Istanbul/Cœur de l'Asie, organisée à Pékin le 31 Octobre 2014 en présence du nouveau président afghan, n'a pas levé tous les doutes à cet égard, puisque la déclaration qui l'a conclue n'a réitéré que des principes généraux, et des appels à faire davantage, sans engagements précis[10].

Un bref tour d'horizon permet d'identifier les positions des principaux acteurs, telles qu'elles apparaissent aux analystes. Pour Ekaterina Stepanova[11], comme pour Oleg Kulakov[12], la Russie définit sa politique afghane en fonction de deux problèmes : la question sécuritaire et le défi majeur des filières de la drogue, en raison de la diffusion toujours croissante de l'héroïne dans le pays. Pour Kulakov, l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (CSTO) signé avec les pays d'Asie centrale doit relever le défi sécuritaire. Au-delà de ces deux questions, « la Russie n'a pas d'enjeux vitaux vis à-vis de qui dispose du pouvoir en Afghanistan, qui n'est pas perçu comme une menace militaire directe ». Les enjeux économiques sont minimes. Moscou doit donc résister à toute tentation d'être entraîné dans le bourbier afghan, y compris en envoyant des conseillers militaires. La vente d'armes est envisageable, si elles sont payées. Mais d'évidence, la politique d'aide propre à la Russie sera limitée… Et la mise en épingle du risque afghan dans le discours de Moscou sert aussi à légitimer la présence de la Russie en Asie centrale, a fortiori face à une présence maintenue, quoique amoindrie, des forces américaines en Afghanistan[13].

A la différence de la Russie, la Chine a investi en Afghanistan, entre autres dans les hydrocarbures sur la frontière Nord, encore que son projet phare —la mine de cuivre d'Aynak— soit en attente, pour des raisons de sécurité. C'est bien la carte économique que Pékin entend jouer, et la carte diplomatique, récusant tout engagement militaire direct qui en ferait une cible pour les mouvements extrémistes[14]. Si une présence militaire étrangère était nécessaire, Pékin préférerait une force de l'ONU aux troupes de l'OTAN. Question sécurité, face aux jihadistes ouighours du Mouvement Islamiste du Turkestan Oriental (ETIM), le gouvernement joue la carte pakistanaise et, plus largement, celle de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) par laquelle Pékin et Moscou défendent leurs intérêts conjoints en Asie centrale. L'Afghanistan est observateur à l'OCS depuis 2012. Comme la Russie, la Chine opte in fine pour une « posture discrète », et « refuse de s'engager au-delà de la défense de ses intérêts nationaux pris au sens le plus strict du terme »[15]. Toutefois, au sommet « Cœur de l'Asie » de Pékin, le Premier ministre Li Keqiang a confirmé la politique afghane de la Chine dans divers domaines, tels que santé, formation, infrastructures, en souhaitant développer l'accord stratégique et de coopération signé entre Pékin et Kaboul en 2012, la Chine se bornant sur le plan sécuritaire à former des policiers afghans. Il semble toutefois qu'un soutien technique soit envisagé, en matière de transport de troupes par hélicoptères et de lutte contre les mines[16]. Financièrement, Pékin va offrir à l'Afghanistan 500 millions de yuan par an pendant quatre ans, soit un total de 327 millions de dollars: une hausse sensible par rapport au montant de l'aide cumulée depuis 2001 : quelque 250 millions de dollars. Très loin, donc de la politique d'aide de l'Union européenne ou des Etats-Unis. Du moins Li Keqiang a-t-il pris un engagement public[17]. Ce n'est pas si fréquent de la part des voisins de l'Afghanistan.

Pour Moscou comme pour Pékin, les républiques d'Asie centrale, partie prenante de l'Organisation de Coopération de Shanghai et/ou de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective, servent en quelque sorte de bouclier protecteur a minima. Ces pays pourraient compter parmi les principaux bénéficiaires d'un processus « Cœur de l'Asie » efficient, mais pour l'heure les avancées en termes de partenariats économiques ou de connectivité sont limités, tant dans le cadre strict de l'OCS que dans celui plus large géographiquement de la Conférence pour la Coopération Economique Régionale avec l'Afghanistan (RECCA) dont la dernière réunion remonte à 2012, la prochaine rencontre prévue à Kaboul étant retardée. Dans ce contexte, la politique afghane des républiques d'Asie centrale est inévitablement liée à celle des voisins russe et chinois. Elle n'exclue pas, du reste, une certaine instrumentalisation des menaces (drogue, extrémisme) pour en tirer des avantages propres. Leur rôle dans la reconstruction afghane devrait rester limité, tant que la situation sécuritaire fera obstacle

[9] Richard Ghiasy & Maihan Saeedi, *The Heart of Asia Process at a Juncture : an Analysis of Impediments to further Progress*, Kabul, Afghan Institute for Strategic Studies, juin 2014. http://www.aiss.af/images/pdf/final.pdf

[10] Heart of Asia-Istanbul Process: Deepening Cooperation for Sustainable Security and Prosperity of the 'Heart of Asia' Region. *Beijing Declaration*, Pékin, 31 octobre 2014. http://www.heartofasia-istanbulprocess.af/wp-content/uploads/2014/04/Beijing-Ministerial-Conference-Declaration-31Oct-2014.pdf

[11] Ekaterina Stepanova, *Afghanistan after 2014 : the Way Forward for Russia*, Paris, Russie.Nei.Visions n°71, Paris, Institut Français des Relations Internationales, 2013. www.IFRI_ifristepanovaafghanistanframay2013

[12] Dmitri Trenin, Oleg Kulakov & al., *A Russian Strategy for Afghanistan after the Coalition Troop Withdrawal*, Moscou, Carnegie Moscow Center, mai 2014. http://carnegie.ru/publications/?fa=55669

[13] Isabelle Facon, « Stratégies et priorités russes sur l'Afghanistan », in *L'Afghanistan post-2014,* Paris, Fondation pour la Recherche Stratégique, Paris, à paraître.

[14] Andrew Small, *Afghanistan : the View from China*, Paris, European Institute for Security Studies, Janvier 2014. www.iss.europa.eu/de/publikationen/detail/article/afghanistan-the-view-from-china/

[15] Valérie Niquet, « La position de la République populaire de Chine sur l'Afghanistan post-2014 », *L'Afghanistan post-2014 : analyse prospective des stratégies régionales*. Paris, Fondation pour la Recherche Stratégique, à paraître.

[16] Selon la lettre d'informations stratégiques TTU : « Afghanistan : aide militaire chinoise », *TTU* n° 952, 5 novembre 2014, p. 3

[17] *Speech by Premier Li Keqiang at Fourth Ministerial Conference of Istanbul Process on Afghanistan*. Pékin, 31 octobre 2014. www.news.xinhuanet.com/english/china/2014-10/31/c_133757532.htm

aux grands projets de connectivité[18].

Parmi les grands pays proches, l'Inde est sans doute celui qui s'est engagé le plus en Afghanistan, au point de signer en 2012 le premier « partenariat stratégique » établi avec Kaboul. L'Inde n'entend pas envoyer de troupes en Afghanistan après 2014, mais elle devrait intensifier la formation d'officiers afghans sur son territoire, et peut-être financer l'achat d'armes russes, sans toutefois satisfaire toutes les demandes formulées en ce domaine par le président Karzaï lors de sa dernière visite à New Delhi. L'Inde a des intérêts économiques (eux aussi contrariés par l'insécurité), une active politique de développement, pour la quelle les engagements sont de l'ordre de deux milliards de dollars. Elle travaille aussi, avec l'Iran, à offrir à l'Afghanistan un débouché maritime par le port iranien de Chabahar, afin de mettre fin au monopole pakistanais en la matière[19].

Le Pakistan est en effet un acteur décisif. Il le fut hier, en soutenant d'abord, à la demande des Etats-Unis, les moudjahidin insurgés contre les troupes soviétiques, puis en jouant la carte des talibans. Il le sera demain, en entendant bien être partie prenante, directe ou indirecte, de tout processus de « réconciliation nationale » incluant les talibans dans la rhétorique d'Hamid Karzaï. Pour l'heure, cependant, les relations entre Kaboul et Islamabad sont détestables, comme en témoignent les propos de Rangin Dafdar Spanta, Conseiller à la Sécurité Nationale du Président Karzaï, dans son dernier discours officiel, accusant le Pakistan de « soutenir et d'envoyer en Afghanistan les groupes terroristes », et posant à un auditoire international la question suivante : « S'il est juste et légitime d'attaquer l'Etat islamique en Syrie et en Irak en dépit du droit international, pourquoi ne serait-il pas juste et légitime de détruire les sanctuaires et les bases d'al Qaïda, des talibans, et du réseau Haqqani au Pakistan, sans la permission du Conseil de sécurité ? »[20].

Deux jours plus tard, le président pakistanais Mamnoon Hussain assistait à la prise de fonction de son homologue afghan, et trois semaines plus tard Sartaj Aziz, le Conseiller à la Sécurité nationale pakistanais, était à Kaboul pour inviter le nouveau président afghan à se rendre à Islamabad, le chef d'état major de l'armée pakistanaise, le général Raheel Sharif, rencontrant pour sa part les décideurs afghans à Kaboul début novembre. Au-delà des déclarations de circonstance, on peut se demander si les accusations réciproques et la défiance accumulée seront vraiment mises de côté, car au-delà des changements politiques à Kaboul, c'est bien l'armée pakistanaise, et non le Premier ministre Nawaz Sharif, qui définit la politique régionale du Pakistan, tant vis-à-vis de l'Inde que vis-à-vis de l'Afghanistan. Et l'armée considère aujourd'hui que ses opérations contre les talibans pakistanais dans les zones tribales sont contrariées par l'Afghanistan, qui maintient la frontière ouverte et qui offrirait des sanctuaires aux insurgés. Cette frontière, la Ligne Durand, n'a jamais du reste été reconnue par l'Afghanistan…

En comparaison, les relations entre Kaboul et Téhéran sont plus simples, même si les suspicions existent aussi sur la politique d'influence de Téhéran auprès des minorités chiites afghanes, au-delà des liens économiques étroits entre l'ouest afghan —Hérat en particulier— et l'Iran, et de la délicate questions des réfugiés afghans vivant en Iran[21]. Inquiète de la menace croissante de la drogue, opposée aux Taliban, mais aussi à la présence américaine en Afghanistan, Téhéran doit s'accommoder des accords BSA et SOFA qui garantissent le maintien d'une présence occidentale, fût-elle réduite. La Russie et l'Inde verraient bien l'Iran jouer pleinement son rôle dans la transition afghane post-2014, mais cette question reste pour partie liée à l'évolution des relations entre Téhéran, Washington et les capitales européennes sur le dossier nucléaire. Du contexte international dépendra beaucoup l'avenir du protocole d'accord de coopération sur les questions de sécurité signé en 2013, sous la présidence Karzaï, entre l'Afghanistan et l'Iran. Mais déjà le Pentagone plaiderait pour plus de souplesse afin de favoriser certains investissements iraniens en Afghanistan[22].

3. Les dynamiques internationales : concertations ou engagements ?

Au-delà des relations bilatérales qu'établissent avec Kaboul les voisins de l'Afghanistan et les acteurs extérieurs, l'enjeu de l'avenir du pays appelle évidemment une approche internationale. Celle-ci prend de multiples formes, et éclaire aussi, par ses configurations diverses et par leurs limites, l'évolution de l'ordre mondial. La critique de l'interventionnisme occidental est souvent fondée, comme on l'a vu en Iraq ou en Libye. Elle se nourrit aussi des résultats incertains obtenus en Afghanistan après treize ans de présence, mais ce constat laisse ouverte la question du rôle qu'entendent jouer les puissances

[18] Christian Bleuer & Said Reza Kazemi, *Between Co-operation and Insulation. Afghanistan Relations with the Central Asian Republics*, Kaboul, Afghanistan Analysts Network, 2014. www.afghanistan-analysts.org/publication/aan-papers/between-co-operation-and-insulation-afghanistans-relations-with-the-central-asian-republics/
Isabelle Facon, « Les Républiques d'Asie centrale confrontées au risque afghan », *L'Afghanistan post-2014*, Paris, Fondation pour la Recherche Stratégique, à paraître.

[19] Jean-Luc Racine, « Les tribulations du couple indo-afghan », *Le Monde diplomatique,* octobre 2014. http://www.monde-diplomatique.fr/2014/10/RACINE/50845
Sur la politique indienne et la politique pakistanaise de l'Afghanistan voir Gilles Boquérat, « L'Inde face à la préservation des acquis en Afghanistan » & Gilles Boquérat, « Le Pakistan en Afghanistan : des ambitions à reconstruire. », *L'Afghanistan post-2014*, Paris, Fondation pour la Recherche Stratégique, à paraître.

[20] *National Security Adviser Dr Spanta's Opening speech at 'Herat Security Dialogue III'*, Hérat, 27 septembre 2014. http://aiss.af/index.php/flagship-initiatives/afg-pak-india-trilateral-meeting/article-categories/497-national-security-adviser-dr-spanta-s-opening-speech-at-herat-security-dialogue-iii

[21] Walter Posch, *Afghanistan : the View from Iran*, Alert Issue 20, European Institute for Security Studies, March 2014. www.iss.europa.eu/uploads/media/Alert_20_Afghanistan_Iran.pdf Clément Therme : « l'Afghanistan post-2014 : perspectives iraniennes et tadjikes », in *L'Afghanistan post-2014,* Paris, Fondation pour la Recherche Stratégique. A paraître.

[22] « Pentagon Sought Sanctions Exemptions for Iranian Investment in Afghanistan ». *The Wall Street Journal*, 4 novembre 2014. http://online.wsj.com/articles/pentagon-sought-sanctions-exemptions-for-iranian-investment-in-afghanistan-1415147286

émergentes ou ré-émergentes en zones de conflits ou en termes de reconstruction.

La forme la plus structurée du dialogue collectif est celle des grandes conférences internationales. Avec la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, l'agenda de ces grandes rencontres a été rapidement précisé. On l'a noté, la quatrième Conférence « Cœur de l'Asie », pilotée cette fois par la Chine, a eu lieu un mois après l'accès d'Ashraf Ghani à la présidence de la République, tandis que début décembre, se tiendra à Londres une autre conférence, organisée par la Grande Bretagne et l'Afghanistan, s'inscrivant dans le cycle de celles qui ont défini la politique de la communauté internationale depuis la conférence de Bonn en 2001 jusqu'à celles de Londres en 2010, de Bonn en 2011 et de Tokyo en 2012. Objectif affiché par le gouvernement britannique : « s'assurer du soutien continu de la communauté internationale en faveur du développement de l'Afghanistan », à l'heure ou le nouveau gouvernement d'unité nationale « lance des réformes décisives pour revitaliser l'économie afghane »[23].

Mais il est aussi d'autres forums, plus restreints, où l'on débat de l'avenir de l'Afghanistan. Hormis l'Organisation de Coopération de Shanghai, les autres organisations régionales ne sont guère actives sur la question. L'Association de Coopération Régionale en Asie du Sud (SAARC) a admis l'Afghanistan comme membre de plein droit en 2007, mais le sommet des chefs d'Etats et de gouvernements, supposé être annuel, se réunira au Népal en novembre 2014, trois ans après le dernier sommet de 2011 aux Maldives. Les BRICS ont pour leur part consacré un long paragraphe à l'Afghanistan dans la déclaration de Fortaleza qui a conclu leur sixième sommet. Les cinq pays —dont la Chine, la Russie et l'Inde, concernées au premier chef— y réaffirment leur soutien à la volonté de la communauté internationale de « rester engagé lors de la décennie de transformation (2015-2024) », et au principe d'un processus de paix « conduit par les Afghans et pour les Afghans » (« *Afghan-led, Afghan-owned* ») tout en soulignant que « l'ONU doit jouer un rôle croissant pour faciliter la réconciliation nationale, le redressement et la reconstruction économique de l'Afghanistan » : des positions de principe, sans engagement spécifique.

Dans le même temps, les consultations entre Moscou, Pékin et Delhi se sont engagées sur l'Afghanistan, dans différents formats. Depuis 2013, à la demande de Pékin, La Chine et l'Inde discutent de l'Afghanistan lors de leurs rencontres bilatérales. Chacun en discute aussi avec la Russie, sous différents formats. En février 2013, une première réunion trilatérale sur ce dossier a eu lieu à Moscou, juste après une autre rencontre Inde, Afghanistan, Etats-Unis[24], tandis qu'en avril la Chine, la Russie et le Pakistan se réunissaient à Pékin pour « coordonner leurs positions » et accroître le rôle de l'Organisation de Coopération de Shanghai[25].

En décembre 2013, le sommet ministériel Russie Inde Chine (RIC) qui a procédé comme toujours à un large tour d'horizon des affaires mondiales, s'est longuement arrêté sur l'Afghanistan, s'inquiétant des effets du retrait de l'OTAN, appelant à la coopération internationale, et cherchant à mettre en avant l'ONU et les organisations régionales, sans prendre aucun engagement précis[26]. Une réunion de hauts fonctionnaires des trois pays, organisée à Pékin en janvier 2014 sur l'Afghanistan témoigne toutefois d'une préoccupation réelle.

Dans ce contexte, la décision tardive prise par le gouvernement indien de ne pas envoyer la ministre des Affaires étrangères au sommet ministériel Russie Inde Chine d'août 2014 est assurément une fausse note. Ce sommet, du coup, a été reporté[27]. De même l'envoi d'un simple secrétaire d'Etat au sommet « Cœur de l'Asie » de Pékin semble indiquer que certains pays, dont l'Inde, entendent jouer davantage la carte bilatérale que celle des innombrables sommets internationaux débattant de l'Afghanistan[28].

De format plus modeste, de multiples rencontres trilatérales officielles ont aussi vu le jour, comme celles organisées à l'initiative de la Turquie : le huitième sommet Turquie, Afghanistan, Pakistan s'est tenu à Ankara en février 2014, sans que les bonnes intentions formulées dans la déclaration conjointe se traduisent en changements politiques significatifs[29].

Cette limitation des engagements diplomatiques n'exclue en rien la multiplication des initiatives confiées à divers think tanks sur la question afghane, en particulier sur ce que pourraient être les géométries régionales concourant à une meilleure coordination. A cet égard, il convient de noter le travail de fond engagé par le Delhi Policy Group, qui travaille depuis 2006 à favoriser les dialogues 'track 2' ou 'track 1,5', bilatéraux ou triangulaires, (Inde, Chine, Etats Unis ; Afghanistan, Inde, Pakistan…) et à aider à l'élaboration d'un *Regional Compact* susceptible de prendre le relais de *l'Afghanistan Compact* issu de la

[23] https://www.gov.uk/government/topical-events/london-conference-on-afghanistan-2014

[24] Ankit Panda, « Is Trilateral China-India-Russia Cooperation in Afghanistan Possible ? », *The Diplomat,* 16 janvier 2014. www.thediplomat.com/2014/01/is-trilateral-china-india-russia-cooperation-in-afghanistan-possible/

[25] Ananth Krishna, « China, Russia, Pak. Discuss Afghanistan situation ». *The Hindu*, 4 avril 2014. www.thehindu.com/news/international/china-russia-pak-discuss-afghanistan-situation/article4577718.ece

[26] *The 13th Meeting of Foreign Ministers of Russia India China. Joint Communiqué*. New Delhi, 10 novembre 2013. www.mid.ru/brp_4.nsf/0/8DE139D33CF5B3D744257C200022FB51

[27] La 14me rencontre des ministres des affaires étrangères RIC devait avoir lieu à Pékin les 28 et 29 août 2014. L'Inde a renoncé à y participer au dernier moment, pour ne pas compliquer, suggèrent les analystes, la visite de cinq jours du Premier ministre Narendra Modi au Japon, à compter du 30 août. C.S. Kasturi, « Shusma pullout make China, Russia uneasy », *The Telegraph.* 29 août 2014. www.telegraphindia.com/1140830/jsp/nation/story_18780346.jsp#.

[28] A la conférence Cœur de l'Asie du 31 octobre dédiée à l'Afghanistan, c'est le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (Minister of State dans la terminologie indienne), V.K. Singh qui était présent à Pékin, et non la ministre. Ananth Krishna : « Delhi, Kaboul warn China : Pak may be your ally but it exports terror », *India Today*, 31 octobre 2014. www.indiatoday.intoday.in/story/afghanistan-meet-china-india-pakistan-terror-concerns-border-taliban-terrorism/1/398565.html

[29] Joint Statement Adopted at the Conclusion of the Eighth Trilateral Summit of the President of the Islamic Republic of Afghanistan, the President of the Republic of Turkey and the Prime Minister of the Islamic Republic of Pakistan, Ankara, 13 février 2014. www.mfa.gov.tr/joint-statement-adopted-at-the-conclusion-of-the-eighth-trilateral-summit-of-the-president-of-the-islamic-republic-of-afghanistan_-the-president-of-the-republic-of-turkey-and-the-prime-minister-of-the-islamic-republic-of-pakistan.en.mfa

conférence de Londres de 2006[30]. En Afghanistan même, la Friedrich Ebert Stiftung a de même beaucoup travaillé, par le biais de quatre « policy groups » (Afghanistan, Inde, Pakistan, Asie centrale) discutant ensuite de leurs avancées conjointes à Téhéran, à Dubai, à Pékin et à Berlin. Les recommandations issues de ces dialogues conduits pendant deux ans portent à la fois sur les impératifs nationaux, sur les efforts régionaux et sur les engagements internationaux[31].

Toutes ces études — et beaucoup d'autres — sur la nécessité d'une approche régionale convergent avec l'appel lancé par Ashraf Ghani pour un « pacte régional de stabilité ». De cette vaste littérature, deux questions méritent une attention particulière, car elles portent sur les possibilités, très incertaines à dire vrai, de nouvelles dynamiques convergentes sur l'Afghanistan, de la part d'acteurs ayant des relations difficiles entre eux.

Le premier binôme est sino-indien. Les deux pays ont pris les positions communes qu'on a évoquées dans des forums élargis (BRICS, RIC) mais ils ont aussi des intérêts communs. Si l'Inde a développé en direction de l'Afghanistan une politique d'aide très supérieure à celle de la Chine, les deux pays ont des accords d'investissements miniers avec Kaboul, qui dans les deux cas sont revus à la baisse pour des raisons de sécurité. Sur un mode différent, les deux pays s'interrogent aussi sur ce que seraient les conséquences, sur leur sol, d'une déstabilisation accrue de l'Afghanistan qui renforceraient les réseaux extrémistes pouvant opérer au Cachemire ou au Xinjiang. On a vu ainsi, sous initiative britannique, un membre du CICIR, le principal think tank chinois sous tutelle gouvernementale et un représentant de la Vivekananda International Foundation, proche du pouvoir indien, discuter des possibilités de coopération bilatérale sur l'Afghanistan[32]. L'IDSA, le think tank indien proche du Ministère de la défense, n'est pas en reste, tout en soulignant les difficultés liées à la stratégie pakistanaise[33].

Un second binôme, indo-pakistanais, cherche précisément à dépasser les antagonistes bilatéraux traditionnels, alors même que l'armée pakistanaise souhaiterait contrer l'active politique de coopération indienne en Afghanistan. Lors de leur quatorzième rencontre organisée en Thaïlande en juin 2014, les participants indiens et pakistanais au Dialogue de Chaophraya ont renouvelé leurs recommandations, entre autres : i)- explorer la possibilité de créer un fonds commun pour conduire des projets conjoints identifiés par les autorités afghanes dans des champs divers : technologies de l'information, télécommunications, éducation, santé, agriculture … ii)- soutenir le processus de réconciliation mis en œuvre par les Afghans eux-mêmes, iii)- renoncer à toute ingérence dans les affaires intérieures afghanes[34].

Bien entendu, l'espoir de rendre l'Afghanistan à sa vocation de plaque tournante du commerce régional et des flux énergétiques entre Moyen Orient, Asie centrale, Chine et Asie du Sud est conforme à la géographie, et aux vœux du nouveau gouvernement afghan, mais on voit mal comment cet idéal pourrait se concrétiser à court terme. Du moins, en attendant la conférence de Londres, les dialogues formels ou informels se poursuivent sur l'Afghanistan, y compris entre les Etats-Unis et la Chine, comme ce fut le cas lors de la rencontre de John Kerry et de Yang Jiechi à Boston, le 18 octobre[35]. L'Iran, pour sa part, n'est pas prêt à conduire avec les Etats-Unis un dialogue bilatéral sur l'Afghanistan sans que soit réglés le dossier nucléaire et la question des sanctions, mais au-delà des postures rhétoriques des deux pays, leur intérêt commun à la stabilité de l'Afghanistan mérite attention[36].

Conclusion : repenser la géopolitique de l'Afghanistan

Au dialogue d'Hérat, les intervenants du panel consacré aux opportunités offertes par la coopération économique régionale et aux obstacles qu'elle doit surmonter soulignaient aussi bien le potentiel existant qu'un impératif catégorique pour en tirer parti : dépasser le jeu des rivalités géopolitiques. En réalité, trois visions géopolitiques s'affrontent en Afghanistan. La première, généralement baptisée « réaliste » par les théoriciens des relations internationales, privilégie l'approche compétitive, voire conflictuelle, des intérêts nationaux, dans un « grand jeu » à somme nulle ou tout gain pour l'un est une perte pour l'autre.

La seconde, qui fleurit dans les discours officiels, vante, comme l'avait théorisé le Président indien Pranab Mukherjee quand il était ministre des affaires étrangères, « l'équilibre des intérêts » plus positif que le très westphalien « équilibre des puissances ». Cet équilibre des intérêts

[30] Voir le site www.delhipolicygroup.com. Parmi les publications récentes : Radha Kumar, *Afghanistan 2014. Weathering Transition. A Report*, New Delhi, 2014 ; Radha Kumar & Dnyanada Palkar, *Afghanistan and its Neighbors : Regional Views*, New Delhi, 2014, et en partenariat avec l'Ananta Aspen Centre, *Afghanistan Task Force. What India Can Do*. New Delhi 2014.

[31] *Afghanistan's Region : 2014 & Beyond. Joint Declaration on Regional Peace and Stability.* Projet « Envisioning Afghanistan Post 2014. Perspectives and Strategies for Constructive Conflict Resolution from the Neighbourhood ». Berlin, Friedrich Ebert Stiftung, novembre 2013. www.library.fes.de/pdf-files/iez/10307.pdf

[32] Shisheng Hu, Raffaello Pantucci & Ravu Sawhney, *A Roadmap for Sino-Indian Co-operation in Afghanistan*, Londres, Royal United Services Institute, 2014. https://www.rusi.org/downloads/assets/201407_OP_Sino-Indian_Co-operation.pdf

[33] Phunchok Stobdan, « India and China : Exploring Partnership in Afghanistan », *IDSA Policy Brief*, New Delhi, 3 décembre 2013. www.idsa.in/system/files/PB_indiaafghanistan.pdf

[34] Jinnah Institute & Australia India Institute, *Joint Statement Chaophraya Dialogue 14, Chiang Mai, Thailand,* 21 juin 2014. www.jinnah-institute.org/chaophraya-dialogue-14/

[35] U.S. Department of State, *Remarks on Secretary Kerry's Meeting With Chinese State Councilor Yang Jiechi,* Special Briefing, Washington D.C., 18 octobre 2014. www.state.gov/r/pa/prs/ps/2014/10/233142.htm Pour une analyse des débats internes à la Chine sur l'Afghanistan, et sur les perspectives sino-américaines sur le dossier, voir Jade Wu: "La Chine et l'Afghanistan après 2014", Paris, *China Analysis* **n°51, octobre 2014, pp.11-14** http://www.centreasia.eu/sites/default/files/publications_pdf/china_analysis_51_0.pdf

[36] Ali Omidi, *Iran's narrative on security in Afghanistan and the feasibility of Iranian-US engagement*. Afghanistan Regional Dialogue Background Paper n°2, Stockholm, SIPRI, septembre 2013. www.sipri.org/research/security/afghanistan/afghanistan-regional-dialogue-1/publications-1/adr02.pdf

nourrit aujourd'hui un concept clé : la connectivité, mise en avant par tous les grands acteurs régionaux, aussi bien les Chinois, qui plaident pour une nouvelle Route de la soie que les Indiens qui viennent de confirmer un financement de 86 millions de dollars pour développer le port de Chabahar et ouvrir ainsi, avec l'Iran, un nouveau débouché maritime pour l'Afghanistan[37]. Mais évidemment, tous les grands projets de connectivité, qui progressent ou qui sont bloqués, relèvent pleinement d'une vision géopolitique, qui révise les héritages de l'histoire récente ou entend les dépasser au bénéfice de logiques géoéconomiques contemporaines, qui peuvent du reste mobiliser les vocables emblématiques du passé —la Route de la soie par exemple— pour préparer l'avenir.

Entre les deux, une troisième vision géopolitique se nourrit, de façon plus pragmatique, de la grande incertitude des configurations actuelles, où les acteurs se sont multipliés. Au *great game* joué jadis entre Empire britannique et Empire russe rivaux en Afghanistan se substituerait désormais un *grey game* [38], plus difficile à déchiffrer, mais peut-être aussi moins radical : les adversaires se croisent continûment sur la scène diplomatique, voire dans des transactions commerciales. Place au tablier de go, dont les pierres sont beaucoup plus nombreuses que les pièces de l'échiquier.

On laissera in fine quatre questions ouvertes. La première porte sur le Pakistan, vu souvent comme « une partie du problème », et parfois comme « une partie de la solution ». Alors que certains analystes discernent une éventuelle inflexion de la politique pakistanaise que souhaitent les gouvernements civils d'Islamabad depuis 2008, mais qu'ils n'ont pas les moyens de mettre en œuvre, d'autres sont plus sceptiques[39]. Pis, l'aggravation de la situation interne au Pakistan attise les tensions et nourrit les accusations réciproques entre les deux voisins. On peut douter que la visite d'Ashraf Ghani à Islamabad annoncée pour novembre 2014 puisse grandement changer les choses. Et c'est sans doute en pensant au Pakistan que le président afghan, à la conférence de Pékin, a lancé cet appel : « Nous sommes déterminés à conduire et à maîtriser le processus de paix par un dialogue entre Afghans. Nous demandons à nos voisins et à nos partenaires de nous épauler dans ce processus décisif en nous faisant savoir clairement et honnêtement s'ils ont la capacité et la volonté de nous assister [à cet égard] »[40]. Le soutien étranger porte ici sur le cœur du défi sécuritaire auquel se heurte le pouvoir afghan, aujourd'hui comme hier : l'insurrection des talibans, et le moyen d'en venir à bout par une incertaine combinaison de répression militaire et de négociation. La prochaine conférence du processus d'Istanbul/cœur de l'Asie sera accueillie en 2015 par le Pakistan : Islamabad dispose en ce sens d'un an pour répondre à la question posée par le nouveau président afghan.

La deuxième question porte sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies. L'ONU a été particulièrement active en Afghanistan depuis 2002. Sa mission d'assistance en Afghanistan, la MANUA, agit sur de très nombreux fronts dans le cadre de son mandat : « assister le gouvernement et le peuple d'Afghanistan pour jeter les bases d'une paix durable et du développement dans le pays », un agenda qui couvre aussi bien la politique de secours et de reconstruction, l'appui à la conduite des élections, le processus de réconciliation, le développement et l'assistance humanitaire, les droits humains, la coopération régionale[41]. Par la résolution 2145 (2014), l'ONU a renouvelé ce mandat pour que cette tâche multiforme se poursuive pendant la transition désormais engagée. La mission de l'ONU en Afghanistan n'est donc pas militaire au sens plein du terme, l'OTAN ayant été chargée de ce volet décisif. Avec la réduction drastique des forces de l'OTAN, la Chine et la Russie, ainsi que leurs partenaires des BRICS, plaident pour un rôle accru de l'ONU dans le pilotage de la politique internationale vis-à-vis de l'Afghanistan, non sans une certaine ambiguïté. Après tout, Russie et Chine sont membres permanents du Conseil de sécurité et disposent déjà d'une large latitude pour engager davantage l'ONU —et s'engager eux mêmes. Mettre en avant l'ONU est aussi une façon de contester la légitimité du maintien de troupes américaines, alors même que tous les pays, sauf l'Iran, ont approuvé de fait la signature de l'accord de sécurité afghano-américain. Le *grey game* a encore de beaux jours devant lui…

La troisième question porte sur la dégradation de la situation au Moyen Orient, et sur son impact sur l'Afghanistan. Jouent ici deux hypothèses à fronts renversés. La première considère que l'intérêt international pour l'Afghanistan ne peut que souffrir de la focalisation renforcée sur le Moyen Orient, avec l'expansion inattendue de l'Organisation de l'Etat Islamique, ou Daesh. Une tendance que doublerait du reste, du point de vue de certains observateurs chinois, le rééquilibrage des forces américaines en direction de l'Asie Pacifique, pour contrer la montée en puissance de la Chine dans son espace maritime proche. Entre le risque moyen-oriental et la grande stratégie d'Asie orientale, les enjeux afghans seraient dévalorisés. La seconde hypothèse, à l'inverse, suggère que l'Afghanistan reste un terrain incontournable de la lutte contre l'islamisme le plus radical, dans la mesure où les succès et la radicalité du nouveau califat d'Abou Bakr el Bagdadi peuvent faire des émules dans le terrain fécond de l'Af-Pak. Les scissions au sein des talibans pakistanais ont vu de nouveaux groupes

[37] « Cabinet clears strategic investment plan to set up Chabahar port in Iran", *Economic Times*, 19 octobre 2014. http://articles.economictimes.indiatimes.com/2014-10-19/news/55197273_1_chabahar-port-investment-plan-kandla

[38] Pour reprendre la formule citée par Pierre Morel en conclusion du colloque : « Afghanistan. Les conséquences internationales du retrait militaire ». Forum du futur & Minerve, Paris, 10 octobre 2013

[39] Moeed Yusuf, *Decoding Pakistan's 'Strategic Shift' in Afghanistan*, Stockholm, SIPRI, mai 2013. www.books.sipri.org/files/misc/SIPRI13wcaMY.pdf
Anonyme, *Resetting Pakistan's Relations with Afghanistan,* International Crisis Group, Bruxelles, Kaboul, Asia Report n° 262, 28 octobre 2014. www.crisisgroup.org/~/media/Files/asia/south-asia/pakistan/262-resetting-pakistan-s-relations-with-afghanistan.pdf

[40] *Statement by President Ghani at the 4th Ministerial Conference of the Istanbul Process on Afghanistan*. Pékin, 31 octobre 2014. www.president.gov.af/en/news/statement-by-president-ghani-at-heart-of-asia-istanbul-process-4th-ministerial-conference

[41] Sur le mandat de la MANUA, http://unama.unmissions.org. Sur l'appui à la paix, en partenariat avec onze réseaux de la société civile afghane et avec la Commission indépendante des droits de l'homme d'Afghanistan, voir le rapport *Afghan People's Dialogue on Peace: Building the Foundations for an Inclusive Peace Process. Local Road Maps for Peace*. Kaboul, juin 2014. http://unama.unmissions.org/Portals/UNAMA/human rights/Eng_Report-Afghan Peoples Dialogues.pdf

afficher leur soutien pour Daesh, tel la Jamaat-ul Ahrar. Les incidents évoquant Daesh ici ou là en Afghanistan laissent certains observateurs sceptiques, mais la radicalité accrue au Moyen Orient d'une part, et ses contrecoups possibles au Pakistan, si limités soient-ils[42], maintiennent en tout cas l'Afghanistan dans un arc de crise où l'on ne peut se contenter de définir les talibans comme des islamistes « nationalistes », à l'inverse du projet internationaliste de nombre de mouvements jihadistes liés à l'idéologie d'al Qaïda, et a fortiori de l'idée d'un califat. Le millénarisme prophétique du drapeau noir du Khorasan —faut-il le rappeler ?— définit cette zone comme intégrant une large part de l'Afghanistan.

Loin de ces dérives, un dernier point peut être ici évoqué, porté par une réflexion venant d'un horizon idéologique totalement différent. Un éditorial du *Global Times* repris par *Le Quotidien du peuple*, l'organe du comité central du parti communiste chinois, commente en ces termes, à l'heure du retrait de l'OTAN, le défi que pose l'Afghanistan à la diplomatie chinoise :

> « Un engagement profond dans les affaires afghanes serait très risqué pour la Chine. Il nous faudrait faire face au désordre que les Etats-Unis ont connu, aux positions des diverses sectes afghanes ainsi qu'au reste de l'influence américaine persistante : l'idée paraît presque intenable. Mais l'Occident nous accuse de tirer parti de l'Afghanistan au moindre coût et nous presse de faire plus. Kaboul attend aussi beaucoup de la Chine pour sa reconstruction. Nous avons de nombreux intérêts en Afghanistan : aussi risquée que puisse être la reconstruction pacifique du pays, la Chine doit en être. Et les voisins de l'Afghanistan sont des pays décisifs pour notre politique de coopération. Le cœur du problème est de savoir comment procéder. Nous manquons d'expérience à cet égard (…). Les intérêts de la Chine allant croissant, nous ne pouvons échapper aux dilemmes de la politique internationale. Tel est le prix à payer quand on est une puissance majeure, et nous devons nous y habituer »[43].

En quelques lignes tout est dit. L'avenir de l'Afghanistan est d'abord dans les mains des Afghans, c'est une évidence. Mais face aux défis intérieurs immenses auxquels il doit fait face, le président Ghani a souligné à quel point l'appui extérieur est indispensable, et il a traduit sa conviction en actes, en signant le BSA le lendemain de son accession à la magistrature suprême, puis en effectuant son premier voyage à l'étranger en Chine— et pas seulement pour la conférence internationale de Pékin. La transition afghane qui commence est en ce sens une parfaite illustration d'une autre transition, globale celle là, qui voit se redéfinir, non sans hésitations, non sans atermoiements, les nouvelles figures de la multipolarité qui régit peu à peu un monde qui cherche aussi à repenser la pratique d'un multilatéralisme en quête d'ajustements./.

---

[42] Analyste pakistanais chevronné, Hasan Askari Rizvi, considère pour sa part que les risques d'expansion de mouvements proches de Daesh sont peu vraisemblables au Pakistan, en raison des opérations militaires en cours, qui fractionnent et affaiblissent les mouvements extrémistes. Mais il appelle aussi à « renforcer la sécurité sur la frontière afghano-pakistanaise » : « The Islamic State Movement and Pakistan », *The Express Tribune*, 3 novembre 2014. http://tribune.com.pk/story/785117/the-islamic-state-movement-and-pakistan/

[43] « China faces delicate task in Afghanistan ». *People's Daily*, 30 octobre 2014. Traduction de l'auteur. www.english.peopledaily.com.cn/n/2014/1030/c90883-8801971.html